

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



LE ROJAVA, PROJET DE NATIONALISME POLITIQUE À L'AVENIR INCERTAIN

Major Pierre-Luc Nicolas

JCSP 46

Solo Flight

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© 2020 Her Majesty the Queen in Right of Canada,
as represented by the Minister of National Defence.

PCEMI 46

Solo Flight

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© 2020 Sa Majesté la Reine du Chef du Canada,
représentée par le ministre de la Défense nationale.

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 46 – PCEMI 46
2019 - 2020

SOLO FLIGHT

**LE ROJAVA, PROJET DE NATIONALISME POLITIQUE
À L'AVENIR INCERTAIN****Major Pierre-Luc Nicolas**

“This paper was written by a candidate attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”

“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”

LE ROJAVA, PROJET DE NATIONALISME POLITIQUE À L'AVENIR INCERTAIN

« La graine de la révolution est la répression »

Woodrow Wilson, State of the Union address, 2 décembre 1919

INTRODUCTION

La première moitié du vingtième siècle fut marquée par les deux conflits les plus sanglants des cent dernières années et cette période aura eu des répercussions majeures sur ce que nous connaissons de la terre aujourd'hui. Aucun autre conflit contemporain n'aura un impact aussi grand que celui que la Première Guerre mondiale aura eu sur ce qu'est devenu le Moyen-Orient. Il serait facile d'argumenter que la Grande Guerre et ses résultantes sont à la base des conflits régionaux actuels. La négociation et la signature de l'Accord Sykes-Picot sur le morcellement de l'Empire ottoman, suite à la Première Guerre mondiale, basées sur des considérations étrangères, plutôt qu'une étude des populations vivant au sein de l'empire déchu aura eu pour conséquence de diviser certains peuples, créant ainsi des minorités éparpillées sur plusieurs pays. L'échec de la signature du traité de Sèvres, qui leur accordait leur pays, le Kurdistan, suivi de la signature du traité de Lausanne suite à la guerre gréco-turque, aura retiré tout espoir aux Kurdes. Divisés entre les états de la Turquie, de l'Irak, de la Syrie et de l'Iran, ils sont maintenant l'une des plus grandes nations du monde sans leur propre état.¹

Suite à la première invasion américaine en Irak, le mouvement kurde a commencé à voir une lumière au bout du tunnel dans la reconnaissance de leur peuple et de leur autonomie. La création de la province autonome du Kurdistan iraquien fut les premières

¹ Cengiz Gunes, *The Kurds in a New Middle East: The Changing Geopolitics of a Regional Conflicts*, (London: Palgrave Macmillan, 2019) p. 1.

prémices d'autonomie du mouvement kurde. Cependant, le soulèvement des populations lors du printemps arabe, principalement ceux en Syrie, aura permis l'éclosion d'une autre potentielle région kurde se dirigeant vers une autonomie située dans le nord de la Syrie, soit le Rojava.

Cet essai tentera de démontrer l'importance du rôle que les Kurdes ont joué dans le conflit syrien dans la période s'étalant du début du printemps arabe allant jusqu'au premier mois du déploiement russe. Les Kurdes de Syrie se sont appuyés sur un affaiblissement du gouvernement central syrien, une militarisation efficace face à Daesh et par le support des États-Unis afin d'émerger comme un acteur important dans le conflit.

Ce travail sera divisé en trois sections majeures afin de bien comprendre le rôle des Kurdes de Syrie dans le conflit qui fait rage dans le pays. Initialement, il sera question des relations entre le mouvement kurde, particulièrement concernant le Parti de l'union démocratique (PYD) et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le gouvernement syrien ainsi que l'opposition lors du printemps arabe. Ensuite il sera question de l'importance qu'ont jouée les Kurdes dans la protection du nord de la Syrie face à Daesh et le soutien de la communauté internationale, tout particulièrement les États-Unis. Finalement, la dernière partie portera sur le rôle de la Turquie dans le conflit, allant de leur soutien vers les islamistes jusqu'à leur position concernant la création de la région autonome du Rojava.

La naissance du PYD, ou la façade du PKK?

Avant d'entrer dans le vif du sujet et de regarder l'importance du rôle joué par le PYD dans le conflit syrien, il est important de comprendre l'origine du parti politique, qui est un élément majeur pour la compréhension de la dynamique dans le nord de la Syrie. Les liens et les racines que le PYD partage avec le PKK sont particulièrement importants pour cette analyse.

Suite au coup d'État de 1980 en Turquie, le leader du PKK, Abdollah Öcalan, fut reçu comme réfugié en Syrie. L'opposition qui existait entre la Turquie et la Syrie à ce moment aura permis au PKK de recruter, d'entraîner ses troupes en Syrie et d'utiliser la Syrie comme base arrière pour ses opérations en Turquie². Cette capacité à recruter et à entraîner ses troupes, les Unités de protection du peuple (YPG), aura largement aidé le PYD à prendre le contrôle des territoires laissés vacants par les forces gouvernementales syriennes en 2012. Il était évalué qu'« en 1991 le leader du PKK, Abdullah Öcalan, avait au minimum 8000-10000 "supporteurs armés" au sein des Kurdes de Syrie »³. Ce nombre n'aurait fait qu'augmenter dans les décennies suivantes, permettant au PYD d'avoir sous la main une force militaire importante et d'être dans une position avantageuse pour agir rapidement lorsque la fenêtre d'opportunité s'est présentée.

Le PYD est arrivé sur la scène politique syrienne en 2003, créé principalement par des membres du PKK établi en Syrie depuis de nombreuses années⁴. « Le PYD aura hérité et exploité la légitimité, le leadership, le pouvoir armé, et de sa stratégie du

² Harriet Allsopp, Chapitre 20, «Kurdish Political Parties and the Syrian Uprising», extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 293.

³ Ofra Bengio, Chapitre 6, «Separated but Connected: The Synergic Effects in the Kurdistan Sub-System », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 83.

⁴ Cengiz Gunes, *The Kurds in a New Middle East: The Changing Geopolitics of a Regional Conflicts*, (London: Palgrave Macmillan, 2019) p. 66.

PKK »⁵. Le PYD utilise le même narratif idéologique et la même stratégie pour faire face aux situations de conflits ainsi que pour mobiliser la société.

Le PYD continue de renier tout lien organique avec le PKK, mais plusieurs signes démontrent une profonde connexion entre les deux organisations⁶. Cette relation a pour effet de mettre dans une position difficile les États-Unis, qui d'un côté se rangent avec le PYD dans son combat contre Daesh, et de l'autre continuent d'appuyer la Turquie dans son combat contre le PKK⁷. Cette position dans laquelle se trouvent les États-Unis est aussi la source de conflit entre Washington et Ankara.

Au final, le succès de l'expérimentation qu'est le Rojava et sa possible reconnaissance de la part d'états régionaux et internationaux seraient extrêmement importants pour le PKK. « L'établissement d'une zone autonome au sud de la frontière turque signifierait que le PKK peut être présent, maintenir son organisation, et continuer d'opérer des deux côtés de la frontière Turquie-Syrie »⁸. Cependant, la reconnaissance du PKK comme organisation terroriste par, entre autres la Turquie et les États-Unis, ainsi que la méfiance que les autres groupes d'opposition ont envers le regroupement du PYD et du PKK sont des obstacles à l'établissement d'une légitimité internationale pour le PYD.

Le PYD et les autres

Dès le début des manifestations du printemps arabe, les groupes d'opposition syrienne, principalement des groupes d'opposition arabe ont tenté d'attirer les Kurdes au

⁵ Harriet Allsopp, Chapitre 20, «Kurdish Political Parties and the Syrian Uprising», extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 293.

⁶ Michael M. Gunter, « The Syrian Kurds: out of nowhere to where? », extrait de *Turkish Review*, vol 4, n° 1 (Jan-Fev 2014), p. 20.

⁷ Zeynep Kaya et Robert Lowe, Chapitre 19, « The Curious Question of the PYD-PKK Relationship », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 287.

⁸ *Ibid.*

sein du mouvement afin de déloger le régime de Bachar al Assad. Les Kurdes se méfiaient cependant d'une telle union, car ils ne croyaient pas que le mouvement arabe d'opposition ne leur concéderait aucune reconnaissance supplémentaire en tant que peuple. Les Kurdes ont alors pris le rôle d'observateur au début du conflit, ne voulant pas supporter l'un ou l'autre des deux camps.

Le PYD considérait la population arabe comme un supporteur potentiel de Daesh, et par le fait même, un risque potentiel à sa propre survie. Le parti considère aussi l'opposition arabe, le Conseil national syrien (SNC), comme assujetti à la Turquie, et qui poursuit soit un agenda islamiste ou nationaliste arabe⁹. Pour plusieurs, l'intégration des Kurdes au sein de l'opposition était un élément clé afin d'assurer le succès du soulèvement¹⁰. L'intégration des Kurdes permettrait de rassurer les autres groupes minoritaires, tels que les chrétiens et les alaouites, qui se méfient eux également d'un gouvernement majoritairement islamique sunnite. Cette intégration, avec la reconnaissance demandée par la population kurde, assurerait aussi un plus grand pluralisme politique en Syrie, et encore une fois rejoindrait les demandes faites par les mouvements politiques kurdes, essentiellement le PYD.

Outre le PYD, la majorité des autres partis kurdes était sous le regroupement du Conseil national kurde (KNC). Ce regroupement, formé principalement des partis de 1957, supporté par le Gouvernement régional du Kurdistan (KRG), s'est alors joint à l'opposition syrienne, le SNC, à majorité arabe. La force militaire, affiliée au KNC a été

⁹ Vittoria Frederici, « The Rise of Rojava: Kurdish Autonomy in the Syrian Conflict », extrait de *SAIS Review*, vol 35, n° 2 (été-automne 2015), p. 87.

¹⁰ Zeina Karam, « No Fans of Assad, Syria's Kurds Distrust Uprising », 17 avril 2012, <https://www.sandiegouniontribune.com/sdut-no-fans-of-assad-syrias-kurds-distrust-uprising-2012apr17-story.html>; consulté le 23 mars 2020.

entraînée par les peshmergas ainsi que l'Armée turque, ce qui est un aspect que le PYD redoute. De plus, le fait que le SNC étant en autres largement composé de membres du mouvement politique des Frères musulmans, et qu'il était très peu enthousiaste à la reconnaissance des droits kurdes en Syrie a érodé la crédibilité politique du KNC en raison de leur affiliation avec le SNC¹¹. Le KNC n'a jamais voulu reconnaître le commandement du PYD, et par conséquent, s'est vu refuser l'entrée dans la région autonome kurde. Alors, sans être en mesure d'avoir une force militaire dans la région afin d'assurer la sécurité de la population, ils n'ont pas eu la possibilité de s'affirmer comme force politique crédible et compétente¹².

Les tensions entre le PYD et le SNC étaient grandement évidentes, principalement concernant leur positionnement sur la question du régime de Bachar al Assad. Les alliances de chacun étaient aussi un élément important de discorde. Pour le PYD, qui a été créé par les membres du PKK, en conflits depuis des décennies avec la Turquie, il était impossible de se lier à une organisation supportée par la Turquie, et l'opposé était aussi vraie. Cette situation apporta son lot de confrontations entre les groupes d'opposition et le YPG. L'idée du KNC que les Kurdes pourraient créer un gouvernement autonome à l'intérieur d'une Syrie libérée du régime Ba'ath était largement poussée du revers de la main par le PYD. La possibilité que les forces d'opposition arabe supportent une telle conclusion était grandement improbable selon eux¹³.

¹¹ Cengiz Gunes, *The Kurds in a New Middle-East: The Changing Geopolitics of a Regional Conflicts*, London: Palgrave Macmillan, 2019, p. 65-66.

¹² Rémy Hémez, « Les Kurdes face à DAESH : Quelle efficacité militaire ? » extrait de *Politique Étrangère*, n° 1 (printemps 2016), p.127, <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-1-page-123.htm>.

¹³ Joost Jongerden, «Governing Kurdistan: Self-Administration in the Kurdistan Regional Government in Iraq and the Democratic Federation of Northern Syria», extrait de *Ethnopolitics*, Vol. 18, n° 1 (2019), p. 65, <https://doi.org/10.1080/17449057.2018.1525166>.

Au final, la relation peu harmonieuse entre le PYD et les partis d'opposition a été alimentée par divers facteurs, dont principalement les relations tacites avec le régime Ba'ath. Le retrait des troupes gouvernementales dans le nord de la Syrie, qui aura permis au PYD de s'établir et de prospérer, aurait été une tactique du Régime afin d'affaiblir la résistance¹⁴. Cette tactique aura été particulièrement efficace, et ce, principalement dans la capacité des forces d'opposition à se présenter comme un acteur crédible et à être en mesure d'assurer une gouvernance et la sécurité, en particulier dans les territoires kurdes.

Les Kurdes et le Régime

La relation entre les Kurdes et le gouvernement syrien, au sens large, n'a jamais été au beau fixe. Les campagnes d'arabisation, débutées par le recensement de 1962 et portant sur les décennies 1960 et 1970, auront eu un impact majeur sur les relations entretenues entre le régime syrien et la population kurde¹⁵. Il est à noter aussi que pendant cette période, le régime aura enlevé la citoyenneté aux Kurdes ne pouvant démontrer détenir des terres en Syrie, en plus de restreindre grandement toute forme d'activité politique ou de mobilisation kurde¹⁶. Le retrait de la citoyenneté et des terres aux Kurdes aura été effectué au profit de citoyens syriens arabes, lors de la période d'arabisation effectuée par le gouvernement syrien. Dans les faits, bien que leur désir d'améliorer leur statut à l'intérieur de la Syrie, « les Kurdes syriens avaient peu d'opportunité pour l'expression politique ou la mobilisation avant le soulèvement syrien »¹⁷.

¹⁴ Brendan O'Leary, « The Kurds, the Four Wolves, and the Great Powers » extrait de *The journal of politics*, vol 80, n° 1 (Janvier 2018), p. 358, <http://dx.doi.org/10.1086/695343>.

¹⁵ Cengiz Gunes, *The Kurds in a New Middle-East: The Changing Geopolitics of a Regional Conflicts*, London: Palgrave Macmillan, 2019, p. 64.

¹⁶ Vittoria Frederici, « The Rise of Rojava: Kurdish Autonomy in the Syrian Conflict », extrait de *SAIS Review*, vol 35, n° 2 (été-automne 2015), p. 81.

¹⁷ *Ibid.*

La situation du PKK était cependant différente. La Syrie avait, rappelons-le, accueilli le leader du PKK, qui avait fui la Turquie, suite au coup d'État de 1980, et lui avait offert refuge.¹⁸ Le gouvernement syrien, dans une politique à deux vitesses concernant les Kurdes, a encouragé les Kurdes syriens à rejoindre le PKK, ce qui aura eu des effets directs sur les événements qui se sont produits lors du conflit syrien. « Le but à deux volets de cette stratégie était de détourner l'attention du problème kurde interne à la Syrie, tout en les poussant à lutter contre la Turquie, l'adversaire de l'époque »¹⁹. Ce soutien tacite du gouvernement syrien envers le PKK est certainement un élément qui permet d'expliquer comment le PYD aura réussi à prendre le contrôle du Kurdistan syrien à l'été 2012.

De plus, le soulèvement kurde n'a eu lieu que tard en 2012, à l'opposé des autres groupes d'opposition arabe. Contrairement aux autres groupes d'opposition, le PYD ne centrait pas ses réquisitions sur un changement de régime, mais plutôt sur une réforme directe du système politique qui a fait émerger la dictature au cours des dernières décennies. Le PYD milite pour un changement vers des institutions démocratiques authentiques afin de promouvoir l'épanouissement de la société²⁰. Peu présent lors des manifestations, le PYD aura été en mesure de bien manœuvrer et était prêt à saisir toute opportunité.

Alors que le conflit syrien prenait de l'ampleur à l'été 2012, les troupes gouvernementales syriennes peinaient à venir à bout de l'opposition créée par le

¹⁸ Akin H. Ünver, « Schrodinger's Kurds: Transnational Kurdish Geopolitics in the age of shifting Borders », extrait de *Journal of International Affairs*, vol 69, n° 2 (printemps – été 2016), p. 79.

¹⁹ Ofra Bengio, Chapitre 6, « Separated but Connected: The Synergic Effects in the Kurdistan Sub-System », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 83.

²⁰ Joost Jongerden, « Governing Kurdistan: Self-Administration in the Kurdistan Regional Government in Iraq and the Democratic Federation of Northern Syria », extrait de *Ethnopolitics*, Vol. 18, n° 1 (2019), p. 64, <https://doi.org/10.1080/17449057.2018.1525166>.

soulèvement dans le pays. C'est alors qu'en juillet 2012, ils ont quitté les territoires traditionnels kurdes dans le nord et nord-est de la Syrie afin de concentrer leurs défenses des villes plus importantes pour le régime telles que Damas, Alep et Homs²¹. Le PYD a profité de ce vide afin de créer et de gouverner trois états autonomes, soit Afrin, Kobanî et Jazira. Les raisons pour lesquelles les Kurdes du PYD ont réussi aussi facilement à prendre le contrôle de cette région sont nombreuses : par exemple, en étant en mesure d'unir une grande partie de la population dans ces régions, mais surtout en assurant qu'ils allaient protéger les droits de tous les citoyens, incluant les multiples groupes ethniques du territoire. La promotion de l'égalité des sexes dans toutes les institutions publiques y compris dans la force militaire aura permis la création d'un groupe militaire exclusivement de femmes appelé Unité de défense de la femme (YPJ) qui a combattu auprès du YPG. Ce positionnement en tant que mouvement en mesure de créer un environnement sécuritaire grâce aux YPG et au YPJ, le PYD fut considéré, tant par ses partisans, que ceux qui ne les supportaient pas à la base, comme étant le groupe apte à assurer la gouvernance et la sécurité au Rojava.

Cependant, au même moment où le Rojava commençait vraiment à prendre forme et à opérer comme une région autonome, elle est tombée sous attaque par le mouvement grandissant qu'était Daesh. Les combats qui suivirent contre Daesh auront un impact important sur la perception de légitimité du PYD, tant au sein de la population kurde au Rojava, mais aussi auprès d'états sur la scène internationale, y compris de grandes puissances telles que les États-Unis.

²¹ Joost Hiltermann et Maria Fantappie, « Twilight of the Kurds » extrait de *Foreign Policy*, (Janvier 2018), p. 46.

DAESH

Le combat contre Daesh, catalyseur du projet Kurde

L'émergence de l'État islamique (EI) au Levant en 2014, qui a profité de l'instabilité dans la région afin d'établir leurs propres gouvernances, aura probablement été le facteur qui aura permis aux Kurdes de recueillir un grand nombre de soutiens et aura de nouveau ouvert les yeux de plusieurs sur leur situation particulière. Alors que l'EI gagnait du terrain en Iraq et en Syrie, ils auront réussi à conquérir du territoire jusqu'à la ville de Kobané, où ils établiront un siège qui durera quatre mois. Les forces kurdes du YPG ont réussi à tenir la ville jusqu'au moment où ils ont reçu des renforts, alors que des milliers de civils étaient pris dans la ville. Bien que le support aérien des États-Unis fût vital pour assurer leur victoire contre Daesh à Kobané, leur triomphe aura un impact majeur sur leur crédibilité. Le succès de Kobané a donné aux Kurdes syriens, qui s'étaient vu refuser leur statut d'état depuis des décennies, l'occasion de renforcer et d'étendre leur territoire²². « La bataille pour Kobané a été un facteur important pour rassembler les Kurdes d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie dans une cause commune »²³. De plus, la ville de Kobané, bien qu'elle représentât une faible portée stratégique, elle était d'une grande importance historique et idéologique pour le PYD. En effet, la ville de Kobané est considérée comme le secteur de leadership du PKK, endroit où le PKK effectuait sa

²² Vittoria Frederici, « The Rise of Rojava: Kurdish Autonomy in the Syrian Conflict », extrait de *SAIS Review*, vol 35, n° 2 (été-automne 2015), p. 85.

²³ Bekir Halhalli, « Turkish Policy towards the Kurds in Syria », extrait de *IDEAZ*, vol 13 (2015), p. 54.

mobilisation et gérait ses opérations²⁴. Kobané fut le point d'entrée du leader fondateur du PKK suivant le coup d'État de 1980, et du même fait l'endroit où le PKK s'est initialement relocalisé.

Suivant la libération de Kobané, les Kurdes, largement encouragés par la victoire faite aux mains de Daesh et du support effectué par les États-Unis, ont pris la tête dans le combat contre l'État islamique en Syrie. Les troupes gouvernementales occupées dans leurs combats contre les forces d'opposition dans le corridor entre Damas et Alep n'étaient pas en mesure d'ouvrir un nouveau front contre Daesh, et le PYD et son groupe armé, le YPG, a alors pris les rênes contre ce mouvement islamiste. Le YPG était à ce point la seule entité locale en mesure de se frotter à Daesh et en ressortir gagnant. Bien que très peu équipé, en comparaison aux peshmergas irakiens, le YPG et le YPJ se sont présentée comme des guerriers redoutables. En effet, comme le démontre Rémy Hémez, « L'imprégnation idéologique des combattants est forte – les cours politiques sont fréquents –, et ils semblent bien avoir le sentiment de se battre "pour plus grand que soi" »²⁵. Ils auront réussi à libérer le nord-est de la Syrie, avec des victoires importantes contre l'EI, dont la recapture de Tal Abyad en juin 2015. Cette ville avait été contrôlée par l'État islamique pendant deux ans avant sa reprise par le PYD. Il est aussi intéressant de noter que le président Erdoğan ait décidé à ce moment « d'exprimer son inquiétude quant à la "création d'une structure qui menace nos frontières" une inquiétude qu'il n'avait jamais exprimée alors que l'EI occupait ce territoire »²⁶.

²⁴ Akin H. Ünver, « Schrodinger's Kurds: Transnational Kurdish Geopolitics in the age of shifting Borders », extrait de *Journal of International Affairs*, vol 69, n° 2 (printemps – été 2016), p. 79.

²⁵ Rémy Hémez, « Les Kurdes face à DAESH : Quelle efficacité militaire ? » extrait de *Politique Étrangère*, n° 1 (printemps 2016), p. 123-134, <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-1-page-123.htm>.

²⁶ Bill Park, Chapitre 14, « Turkey's Kurdish Problems, The Kurds' Turkish Problems », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 203.

Le combat contre Daesh aura aussi permis au PYD d'augmenter son emprise sur le Rojava. En effet, « la prolifération des groupes djihadistes sur les frontières des régions kurdes a encouragé divers groupes, n'étant pas liés idéologiquement ou politiquement avec le PYD, à participer dans les gouvernements locaux et coopérer avec les forces du YPG »²⁷. Les groupes minoritaires cherchaient activement à assurer la sécurité de leurs communautés et avoir accès aux services, ce que leur alliance avec le PYD permettait. « Sur le plan stratégique, la lutte contre l'État islamique a conduit à une plus grande coordination entre les États-Unis, les Gardes régionaux kurdes (KRG) et les YPG. Cela a apporté un soutien critique à la légitimité du PYD et de son projet Rojava »²⁸. L'importance des actions effectuées par les Kurdes contre Daesh leur a permis de se présenter comme un allié occidental clé dans le combat d'un ennemi commun, en plus de démontrer sa capacité à exercer une influence régionale.

L'intervention américaine

L'entrée en scène des États-Unis, et de la coalition contre Daesh en Iraq et en Syrie aura été un facteur déterminant pour la montée de la légitimité du PYD en tant qu'acteur majeur dans le conflit syrien. Il est important d'établir que sans l'apport de la coalition menée par les États-Unis, les Kurdes n'auraient pas réussi à repousser Daesh à Kobané et, par la suite, étendre leur territoire en reprenant du terrain qui avait été conquis initialement par l'État islamique. L'apport et la protection des États-Unis ont permis, tant pour les Kurdes de Syrie et ceux d'Iraq, d'effectuer une résurgence dans l'espace politique du Moyen-Orient. Il est évident que ce soutien américain est nécessaire pour

²⁷ Harriet Allsopp, Chapitre 20, «Kurdish Political Parties and the Syrian Uprising», extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 295.

²⁸ Vittoria Frederici, « The Rise of Rojava: Kurdish Autonomy in the Syrian Conflict », extrait de *SAIS Review*, vol 35, n° 2 (été-automne 2015), p. 85.

que cette autonomie se matérialise²⁹. Toutefois, dans les faits, les États-Unis n'ont pas de stratégie de politique étrangère établie concernant les Kurdes au Moyen-Orient, et il est peu probable que ce soit le cas dans un futur rapproché.

Pour la Turquie, l'idée de soutenir le PYD comme l'ont fait les États-Unis était tout simplement inconcevable. L'appui du gouvernement américain au PYD aura pour conséquences de détériorer fortement les relations avec Ankara. Le refus du gouvernement turc à ne pas permettre, initialement, l'accès aux aéroports militaires aux bombardiers américains, et leurs pressions constantes à demander un arrêt du support au PYD, considéré comme une façade du PKK leur aura apporté de nombreuses critiques sur la scène internationale.

Dans les faits, le PYD aura réussi à augmenter sa crédibilité grâce à ses actions contre Daesh. « Les médias occidentaux ont régulièrement décrit le YPG comme étant le partenaire local des États-Unis le plus efficace dans le combat contre l'État islamique »³⁰. Les Américains se sont appuyés sur le renseignement transmis par le YPG et ne reconnaissent pas le PYD comme étant une organisation terroriste, malgré ses liens avec le PKK. Les considérant comme leur partenaire principal dans le combat contre Daesh, les États-Unis ont assuré l'approvisionnement en armes aux combattants du YPG, initialement par des intermédiaires et finalement directement, en plus d'effectuer du mentorat sur le terrain³¹.

²⁹ Cengiz Gunes, *The Kurds in a New Middle East: The Changing Geopolitics of a Regional Conflicts*, London: Palgrave Macmillan, 2019, p. 100.

³⁰ Vittoria Frederici, « The Rise of Rojava: Kurdish Autonomy in the Syrian Conflict », extrait de *SAIS Review*, vol 35, n° 2 (été-automne 2015), p. 85.

³¹ Cengiz Gunes, *The Kurds in a New Middle East: The Changing Geopolitics of a Regional Conflicts*, London: Palgrave Macmillan, 2019, p. 16.

L'entrée des États-Unis dans le conflit, et principalement le support qu'ils ont offert au PYD et aux forces de YPG aura eu comme effet de galvaniser le mouvement kurde syrien. « La perception présentée à la fois par, et à l'intérieur du mouvement kurde au niveau local avait été transformée par leur rôle critique dans la confrontation avec Daesh et l'autonomie régionale développée en Syrie »³².

Pour les États-Unis, il serait possible d'avancer qu'ils recherchent une plus grande stabilité au Moyen-Orient, ne serait-ce que pour diminuer le nombre de militaires déployés dans la région. C'est pourquoi, même s'ils ont soutenu les Kurdes irakiens dans le combat contre Daesh, ils se sont opposés à une indépendance du Kurdistan irakien récemment, sous prétexte que cela créerait une plus grande instabilité dans la région³³. La position d'indépendance kurde pourrait être jugée comme catégorique, en raison de l'attitude des autres états de la région qui s'opposent à une indépendance kurde qui met en danger l'intégrité de leurs territoires. De plus, les Kurdes causent des problèmes à Washington lorsque ce dernier fait affaire avec d'autres pays. « Néanmoins, étant donné leur intérêt pour la stabilité au Moyen-Orient ainsi que pour les droits de l'homme, les États-Unis ont fini par admettre qu'ils devaient aux Kurdes une certaine attention et même une protection »³⁴. Toutefois, les États-Unis ont démontré que très peu d'intérêt pour les aspirations des Kurdes syriens pour leur projet d'autonomie au Rojava, car ils misent principalement sur une stabilité avec une Syrie unifiée. Il serait alors extrêmement improbable que le gouvernement américain change de vision pour les

³² Harriet Allsopp, Chapitre 20, «Kurdish Political Parties and the Syrian Uprising», extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 304.

³³ Michael M. Gunter, « Iraq, Syria, ISIS and the Kurds: Geostrategic Concerns for the U.S. and Turkey », extrait de *Middle East Policy*, vol 22, n° 1 (printemps 2015), p. 108.

³⁴ *Ibid.*

Kurdes syriens à court ou moyen terme, surtout avec les pressions exercées par la Turquie.

TURQUIE

La Turquie et les islamistes, une relation amicale

Dès le début du printemps arabe et du conflit syrien, la Turquie s'est rapidement positionnée du côté de l'opposition syrienne, principalement composée de groupes islamistes. Bien qu'au tout début de la crise, la Turquie continuait sa politique de « zéro problème avec les voisins », en tentant d'intervenir auprès du gouvernement syrien afin qu'il écoute les revendications des manifestants, leur position a rapidement changé. « À partir d'août 2011, l'intensification de la répression contre les révolutionnaires et l'activisme accrue du PYD [...] ont mis fin à la politique de réalisme et de neutralité turque »³⁵. Dès lors, la priorité du gouvernement turc était la chute du régime syrien, et cela sera traduit par un soutien, parfois tacite, parfois explicite aux différents groupes islamistes opérant dans la région. Cette position est clairement identifiée par Michael M. Gunter : « Dans sa ferme position anti-Assad, la Turquie a également implicitement aidé Jabhat al-Nusra et l'EI, des groupes armés associés à Al-Qaïda à un moment ou à un autre qui font partie de l'opposition syrienne, mais s'opposent aux Kurdes syriens »³⁶. La position de soutien de la Turquie envers les islamistes n'est pas nécessairement nouvelle. Il suffit de penser au soutien rapide envers le mouvement politique des frères musulmans

³⁵ Jana J. Jabbour, « La Turquie au Moyen-Orient : du “néo-ottomanisme” à l’aventure syrienne », consulté le 1^{er} avril 2020, <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/38497-la-turquie-au-moyen-orient-du-neo-ottomanisme-laventure-syrienne>.

³⁶ Michael M. Gunter, « Iraq, Syria, ISIS and the Kurds: Geostategic Concerns for the U.S. and Turkey », extrait de *Middle East Policy*, vol 22, n° 1 (printemps 2015), p. 107.

en Égypte, ou encore lorsque le président Erdoğan s'est porté en défenseur de la Palestine et a été très critique envers Israël lors du Forum économique mondial de Davos en 2009. En fait, la Turquie a apporté son appui à presque tous les soulèvements au sein du Moyen-Orient lors du printemps arabe sous prétexte d'une diplomatie humanitaire. Les frères musulmans, généralement mieux organisés que les attroupements jeunes qui ont démarré les soulèvements dans plusieurs pays, ont profité de la situation afin de s'établir comme leader des groupes d'opposition, dans plusieurs pays, soutenus par la Turquie. Cette approche sera opérée comme écrit plus haut en Égypte et en Syrie, mais aussi en Tunisie et en Lybie, avec cependant des succès mitigés³⁷. La Turquie utilisera alors sa diplomatie humanitaire afin d'apporter son soutien aux groupes islamiques dans la région.

Le PYD, étant vu par la Turquie comme une organisation du PKK, se pose comme une menace pour la Turquie. Cette organisation, qui a régulièrement utilisé les armes contre le gouvernement turc, a toutefois signé une trêve avec le régime de l'AKP, qui n'aura pas eu de conséquences positives, en raison d'un manque d'intérêt et de sérieux de la Turquie. Le gouvernement de l'AKP n'avait jamais l'intention de n'accepter aucune revendication du PKK, mais s'est servi plutôt des négociations afin de calmer sa population³⁸.

La création du Rojava aura eu un impact majeur sur la position turque et, du même coup, sur son approche en faveurs des djihadistes. « En juillet 2013 [...] la politique de la Turquie envers la Syrie et le PYD a basculé vers la crise »³⁹. Le ministre

³⁷ Soner Cagaptay, *Erdogan's Empire : Turkey and the Politics of the Middle East*, London : I. B. Tauris & Company, Limited, 2020, p. 106.

³⁸ Nikos Christofis, « The state of the Kurds in Erdoğan's 'new' Turkey », extrait de *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, vol 21, n° 3 (2019), p. 254, <https://doi.org/10.1080/19448953.2018.1497750>.

³⁹ Michael M. Gunter, « Iraq, Syria, ISIS and the Kurds: Geostrategic Concerns for the U.S. and Turkey », extrait de *Middle East Policy*, vol 22, n° 1 (printemps 2015), p. 108.

des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu, voulant lancer un message clair à l'effet que la Turquie n'accepte pas que les Kurdes déclarent une autonomie dit ceci : « Premièrement, ils ne doivent pas coopérer avec le régime, deuxièmement, ne pas former une entité basée sur l'ethnie ou la religion et troisièmement, qu'ils ne s'engagent pas dans des activités qui pourraient mettre en danger la sécurité de la frontière turque »⁴⁰. Craignant un élan nationalisme au sein de sa propre population kurde, la position turque fut sévère et considéra le PYD et son bras armé, le YPG, comme ennemi, au même titre que l'État islamique, et à ce moment, probablement comme étant un danger plus grand que Daesh. C'est pourquoi il est possible de trouver plusieurs sources qui font état d'un soutien de la Turquie envers les membres de Daesh, du moins initialement. « Dans une tentative bien documentée et erronée de faciliter le renversement d'Assad et de restaurer la stabilité au sud de sa frontière, la Turquie a autorisé des djihadistes du monde entier à transiter par son territoire et à pénétrer en Syrie pour rejoindre Daesh⁴¹ ». En laissant les djihadistes traverser librement sa frontière afin d'entrer en Syrie, la Turquie aura alors facilité l'augmentation des rangs de Daesh. Ankara espérait du même coup diminuer, ou mieux encore, éradiquer la menace de la création du Rojava qui, renforcé par ses succès contre Daesh, pourrait former un territoire contigu directement au sud de la frontière turque.

L'hostilité turque

La relation entre la Turquie et les populations kurdes, principalement celles de son propre pays a été, à tout le moins tumultueuse, depuis la chute de l'Empire ottoman. Bien qu'il y eût des tentatives de rapprochements entre le gouvernement turc et le PKK dans

⁴⁰ Michael M. Gunter, « Iraq, Syria, ISIS and the Kurds: Geostrategic Concerns for the U.S. and Turkey », extrait de *Middle East Policy*, vol 22, n° 1 (printemps 2015), p. 108.

⁴¹ Michael M. Gunter, Chapitre 16, « Contrasting Turkish Paradigms Towards the Volatile Kurdish Question », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 237.

les années 2000, aucune négociation n'a porté fruit et le PKK est reconnu comme étant une organisation terroriste par la Turquie, mais aussi par d'autres États, tels que les États-Unis.

Lorsque le régime syrien s'est retiré des territoires kurdes en juillet 2012⁴², le PYD a pris le contrôle de la région, dans ce que le PKK aura appelé « la révolution du Rojava ». Plusieurs sources feront état de collusion entre le Régime de Bachar al Assad et le PYD afin d'expliquer la facilité à laquelle ce dernier aura pu prendre le contrôle du territoire sans aucune résistance⁴³. Cette situation aura eu un impact important, car lorsque « les forces kurdes se sont emparés de territoires qu'elles contrôlent, [...] cela aura attiré dans la bataille la Turquie, qui est déterminée à éviter la formation d'un État kurde au milieu des ruines de la Syrie »⁴⁴.

La position turque concernant les Kurdes, principalement ceux à l'intérieur de la Turquie et les Kurdes syriens est grandement controversée. Bien que le gouvernement turc, et principalement le ministère des Affaires étrangères mettent de l'avant le concept de « diplomatie humanitaire turque », leurs actions dans la région sont généralement à l'opposé, lorsqu'il est question de la population kurde. En effet, Ahmet Davutoğlu, qui était ministre des Affaires étrangères et, par la suite, le premier ministre turc lors de la période étudiée, souligne que « sachant que la dignité de chaque humain est égale à celle de l'humanité tout entière »⁴⁵, ceci devrait signifier un support envers le désir de reconnaissance du peuple kurde par la Turquie et non le contraire.

⁴² Harriet Allsopp, Chapitre 20, «Kurdish Political Parties and the Syrian Uprising», extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 294.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Tim Marshall, *Prisonniers de la géographie*, London : Elliot & Thompson Ltd., 2015, p. 218.

⁴⁵ Ahmet Davutoğlu, « Turkey's humanitarian diplomacy: objectives, challenges and prospects », extrait de *Nationalities Papers*, Vol. 41 n° 6 (2013), p. 866, <http://dx.doi.org/10.1080/009005992.2013.857299>.

Il est important de noter que les actions de la Turquie lors du conflit syrien ont occasionné un coût diplomatique et économique important et ont eu pour effet de diminuer l'attrait de la Turquie au Moyen-Orient. Alors que leur position initiale était le support des groupes d'opposition, principalement de confession arabe, les succès du PYD et la création du Rojava les auront forcés à changer leur vision. Ils ont dû revoir leur position en 2015, car « pour l'AKP, la désintégration territoriale de la Syrie et l'éventuelle autonomisation des Kurdes syriens représentent une menace plus importante pour Ankara que le maintien au pouvoir de Bachar al-Assad »⁴⁶. Pour la Turquie, l'établissement d'un territoire autonome kurde est une situation qui encouragera le PKK, ennemi du gouvernement. C'est pour cette raison que « depuis 2014, les représentants turcs ont fait des déclarations qu'ils n'accepteront pas la création d'une région autonome Kurdes en Syrie et mèneront des attaques militaires pour l'empêcher, si nécessaire⁴⁷ ». Et c'est ce qui s'est rapidement produit. Ne voulant pas une augmentation du ressentiment au sein de la population kurde turque, suite à une influence causée par les succès des Kurdes en Syrie, le gouvernement turc a lancé une offensive le 23 juillet 2015 contre le PKK dans la région du Kurdistan en Iraq (KRI).⁴⁸ Le but principal de cette offensive était de couper les liens entre le PKK en Turquie et le YPG dans le Rojava, et ainsi de tenter de l'affaiblir.

Les efforts turcs pour réduire l'importance du PYD et du Rojava ce sont aussi reflétés dans les négociations de paix. En effet, les représentants kurdes n'ont pas été

⁴⁶ Johanna Ollier, « Du « modèle turc » au système Erdoğan : vers une nouvelle Turquie? », Revue internationale et stratégique, n° 106 (été 2017), p. 137, <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2017-2-page-133.htm>.

⁴⁷ Cengiz Gunes, *The Kurds in a New Middle-East: The Changing Geopolitics of a Regional Conflicts*, London: Palgrave Macmillan, 2019, p. 75.

⁴⁸ Ofra Bengio, Chapitre 6, « Separated but Connected: The Synergic Effects in the Kurdistan Sub-System », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 87.

inclus dans les négociations de paix lors de la convention de Genève II, et ce, en raison de l'opposition de la Turquie et des groupes d'opposition syriens. « En outre, les pays occidentaux, pressés par la Turquie, refusent de reconnaître le PYD comme interlocuteur valable du conflit syrien dans le cadre des négociations de paix à Genève.⁴⁹ » Les pressions turques ont pour effet de mettre de côté un acteur politique syrien important, qui pourrait avoir un impact significatif sur les efforts pour mettre fin au conflit⁵⁰. Bien que le PYD eût joué un rôle clé dans la défaite de Daesh, et considéré comme les meilleurs alliés sur le terrain par les États-Unis, ce refus par les grandes puissances de les intégrer dans les discussions qui ont eu lieu pour l'établissement des conditions de paix en Syrie démontre une fois de plus une instrumentalisation des Kurdes au profit de puissance régionale.

CONCLUSION

La crise syrienne, toujours en cours d'ailleurs, aura eu des impacts significatifs au Moyen-Orient et continuera de répercuter ses effets sur la scène internationale. L'avènement des soulèvements du printemps arabe, la répression brutale du régime syrien auront totalement déstabilisé le pays et engendré les conditions idéales pour l'éclosion de mouvements radicaux tels que l'émergence de Daesh, mais aussi d'autres mouvements terroristes internationaux. Le rôle que jouèrent les Kurdes, et principalement le PYD, aura été essentiel pour le combat contre Daesh en Syrie. Cette nouvelle crédibilité sur la scène internationale leur aura permis le soutien de plusieurs puissances, mais aussi une

⁴⁹ Jordi Tejel, « Le Rojava : heurs et malheurs du Kurdistan syrien (2004-2015) », extrait de *Anatoli*, n° 8 (2017), p. 147, <http://journals.openedition.org/anatoli/610>.

⁵⁰ Cengiz Gunes, *The Kurds in a New Middle East: The Changing Geopolitics of a Regional Conflicts*, (London: Palgrave Macmillan, 2019) p. 73.

confrontation plus importante contre son voisin du Nord. La Turquie va continuer à tenter d'effacer les gains faits par les Kurdes syriens, spécialement si les États-Unis continuent de fermer les yeux sur la situation. Les succès du PYD contre l'EI et sa position de pouvoir dans le Rojava, et de l'autre côté ses mauvaises relations avec la Turquie, le KRG et l'opposition arabe « [font] de lui un acteur majeur dans la guerre civile syrienne, dans la géopolitique kurde, et dans la géopolitique du Moyen-Orient »⁵¹.

Quel sera le futur du Rojava maintenant que les États-Unis se sont largement retirés du nord de la Syrie et que le gouvernement syrien avec le soutien de la Russie a promis de reconquérir les terres autonomes du Rojava ? « L'avenir du Rojava dépendra [...] de la capacité des Kurdes à s'organiser et à s'unir en tant que mouvement politique, mais également de leurs relations avec [...] les puissances régionales environnantes, en particulier la Turquie »⁵². Une chose est certaine, « il est très peu probable que les Kurdes de Syrie retournent dans l'abîme des oubliés »⁵³. Mais en raison de quels facteurs : une autonomie comme c'est le cas au nord de l'Iraq, ou encore comme un peuple ayant fait face à une répression sanglante une fois que le régime de Bachar al Assad aura repris le contrôle complet de la Syrie ou alors une invasion turque.

⁵¹ Zeynep Kaya et Robert Lowe, Chapitre 19, « The Curious Question of the PYD-PKK Relationship », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 275.

⁵² Vittoria Frederici, « The Rise of Rojava: Kurdish Autonomy in the Syrian Conflict », extrait de *SAIS Review*, vol 35, n° 2 (été-automne 2015), p. 86.

⁵³ Michael M. Gunter, « The Syrian Kurds: out of nowhere to where? », extrait de *Turkish Review*, vol 4, n° 1 (Jan-Fev 2014), p. 22.

BIBLIOGRAPHIE

- Allsopp, Harriet. Chapitre 20, « Kurdish Political Parties and the Syrian Uprising », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 289-304.
- Azeez, Govand Khalid. « The ‘Kurd’ between capitalist-statist nationalism and class conflict », extrait de *Critique*, vol 47, n° 3 (2019), p. 411-432, <https://doi.org/10.1080/03017605.2019.1644724>.
- Bengio, Ofra. Chapitre 6, « Separated but Connected: The Synergic Effects in the Kurdistan Sub-System », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 77-91.
- Bozarslan, Hamit. Chapitre 5, « Being in Time: The Kurdish Movement and Universal Quests », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 61-75.
- Cagaptay, Soner. *Erdogan's Empire : Turkey and the Politics of the Middle East*, London : I. B. Tauris & Company, Limited, 2020.
- Christofis, Nikos. « The state of the Kurds in Erdoğan’s ‘new’ Turkey », extrait de *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, vol 21, n° 3 (2019), p. 251-259, <https://doi.org/10.1080/19448953.2018.1497750>.
- Cohrs, J. Christopher, Ö. M. Uluğ, Ö. Odağ et P. Holtz. « Understanding the Kurdish conflict through the eyes of Kurds and Turks: New conflict reflections from lay people in Turkey » extrait de *International Journal of Conflict Management*, vol 28, n° 4 (2017), p. 483-508.
- Davutoğlu, Ahmet. « Turkey’s humanitarian diplomacy: objectives, challenges and prospects », extrait de *Nationalities Papers*, Vol. 41 n° 6 (2013), p. 865-870, <http://dx.doi.org/10.1080/009005992.2013.857299>.
- Dryaz, Massous Sharifi. « Les Kurdes du Moyen-Orient : Une minorité nationale Trans-étatique » extrait de *Maghreb – Machrek*, vol 1, n° 235 (2018), p. 45-67, <https://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2018-1-page-45.htm>.
- Eccarius-Kelly, Vera. *The militant Kurds: a dual strategy for freedom*, Santa Barbara : Praeger, 2011.
- El Yattoui, Mohamed Badine. « La mutation du régime turc depuis 2014 : origines et conséquences », extrait de *Analecta Politica*, Vol. 8 n°15 (juillet-décembre 2018), p. 341-348, <http://dx.doi.org/1018566/apolit.v8n15.a09>.
- Frederici, Vittoria. « The Rise of Rojava: Kurdish Autonomy in the Syrian Conflict », extrait de *SAIS Review*, vol 35, n° 2 (été-automne 2015), p. 81-90.

- Gauthier, Gérard. « Les territoires Kurdes au Moyen-Orient. Contrôle politique versus développement économique » extrait de *Maghreb – Machrek*, vol 4, n° 222 (2014), p. 45-73, <https://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2014-4-page-45.htm>.
- Grojean, Olivier. « Entre dynamique locales, régionales et internationales : les reconfigurations de la question kurde en Turquie », extrait de *Mouvements*, n° 90 (été 2017), p. 149-156, <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2017-2-page-149.htm>.
- Gunes, Cengiz. *The Kurds in a New Middle East: The Changing Geopolitics of a Regional Conflicts*, London: Palgrave Macmillan, 2019.
- Gunter, Michael M. « The Syrian Kurds: out of nowhere to where? », extrait de *Turkish Review*, vol 4, n° 1 (Jan-Fev 2014), p. 16-25.
- Gunter, Michael M. « Iraq, Syria, ISIS and the Kurds: Geostrategic Concerns for the U.S. and Turkey », extrait de *Middle East Policy*, vol 22, n° 1 (printemps 2015), p. 102-111.
- Gunter, Michael M. Chapitre 16, « Contrasting Turkish Paradigms Towards the Volatile Kurdish Question », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 225-243.
- Halhalli, Bekir. « Turkish Policy towards the Kurds in Syria », extrait de *IDEAZ*, vol 13 (2015), p. 39-58.
- Hémez, Rémy. « Les Kurdes face à DAECH : Quelle efficacité militaire ? » extrait de *Politique Étrangère*, n° 1 (printemps 2016), p. 123-134, <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-1-page-123.htm>.
- Hiltermann, Joost et Maria Fantappie. « Twilight of the Kurds » extrait de *Foreign Policy*, (Janvier 2018), p. 40-47.
- Jabbour, Jana J. « La Turquie au Moyen-Orient : du “néo-ottomanisme” à l’aventure syrienne », consulté le 1^{er} avril 2020, <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/38497-la-turquie-au-moyen-orient-du-neo-ottomanisme-laventure-syrienne>.
- Jongerden, Joost. « Governing Kurdistan: Self-Administration in the Kurdistan Regional Government in Iraq and the Democratic Federation of Northern Syria », extrait de *Ethnopolitics*, Vol. 18, n° 1 (2019), p. 61-75, <https://doi.org/10.1080/17449057.2018.1525166>.

- Karam, Zeina. « No Fans of Assad, Syria's Kurds Distrust Uprising », 17 avril 2012, <https://www.sandiegouniontribune.com/sdut-no-fans-of-assad-syrias-kurds-distrust-uprising-2012apr17-story.html> ; consulté le 23 mars 2020.
- Kaya, Zeynep et Robert Lowe. Chapitre 19, « The Curious Question of the PYD-PKK Relationship », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 275-287.
- Kolay, Gülcan. « Les mules, boucs émissaires du conflit kurde » extrait de *Anthropology of the Middle East*, Vol. 11, n° 1 (printemps 2016), p. 127–138.
- Latif, Tas. « How international law impacts on statelessness and citizenship: the case of Kurdish nationalism, conflict and peace » extrait de *International Journal of Law in Context*, Vol. 12, n° 1 (2016), p. 42-62.
- Leezenberg, Michiel. Chapitre 3, « Religion Among the Kurds: Between Naqshbandi Sufism and IS Salafism », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 33-45.
- Marshall, Tim. *Prisonniers de la géographie*, London : Elliot & Thompson Ltd., 2015.
- McGee, Thomas. « The Stateless Kurds of Syria: Ethnic Identity and National I.D. » extrait de *Tilburg Law Review* 19, n° 1 (2014), p. 171-181.
- O'Leary, Brendan. « The Kurds, the Four Wolves, and the Great Powers » extrait de *The journal of politics*, vol 80, n° 1 (Janvier 2018), p. 353-366, <http://dx.doi.org/10.1086/695343>.
- Park, Bill. Chapitre 14, « Turkey's Kurdish Problems, The Kurds' Turkish Problems », extrait de *The Kurdish Question Revisited*, London: Oxford University Press, 2017, p. 199-209.
- Tejel, Jordi. « Le Rojava : heurs et malheurs du Kurdistan syrien (2004-2015) », extrait de *Anatoli*, n° 8 (2017), p. 133-149, <http://journals.openedition.org/anatoli/610>.
- Ünver, H. Akin. « Schrodinger's Kurds: Transnational Kurdish Geopolitics in the age of shifting Borders », extrait de *Journal of International Affairs*, vol 69, n° 2 (printemps – été 2016), p. 65-98.